

# Les productivités du pouvoir

*sous la direction de*  
David Courpasson  
Damon Golsorkhi



**DAVID COURPASSON***EMLYON Business School,  
OCE Research Center***DAMON GOLSORKHI***ESC Rouen*

# Les productivités du pouvoir

## Résistances et pouvoirs dans et autour des organisations de la seconde modernité

**P**ourquoi parler du pouvoir dans et autour des organisations ? Le pouvoir marque par son omniprésence dans les sciences sociales en général, dans les sciences des organisations en particulier. Une recherche comparative sur Google<sup>1</sup> laisse apparaître que le concept est tout simplement le plus cité de tous les concepts des sciences sociales : le score pour « social power » est de 376 millions d'occurrences, 194 millions pour « political power », comparés aux scores de concepts aussi englobants que « société » (334 millions), « politique » (253 millions), « sociologie » (52 millions) et « classe sociale »

(280 millions). Ceci ne prouve rien, bien évidemment, mais le fait que le cumul des deux notions « social and political power » (470 millions d'occurrences) dépasse toutes les autres catégories notionnelles indique la centralité de ce concept. Centralité qui en fait aussi la complexité, et rend nécessaires la prudence et la modestie lorsque l'on s'attaque aux phénomènes politiques.

Au-delà de ce constat cru, qu'y a-t-il de commun entre le fait qu'un gendarme est capable d'arrêter des voitures d'un simple geste de la main, que le plus souvent, les convives d'un restaurant ne viennent pas se servir dans votre assiette ou prendre part à

DOI:10.3166/RFG.193.61-71 © 2009 Lavoisier, Paris

1. Réalisée en anglais et mentionnée par Haugaard et Clegg (2009).

vosre conversation (Haugaard et Malesevic, 2008), ou que [en général] les membres d'une organisation font ce qu'on leur assigne comme travail et ne se rebellent que rarement contre le volume et les conditions du travail ou contre des aspects éthiques et moraux qu'ils peuvent contester par ailleurs ? Voilà des comportements, des processus que nous pensons tous évidents. Or, ils ne le sont pas, car ils reposent bien sûr des forces sociales, des systèmes sociaux, des règles et des processus sociaux sans lesquels la vie en collectivité et dans les organisations serait extrêmement différente de ce qu'elle est aujourd'hui, et rendrait toute forme de comportement hautement imprévisible. Ces forces résument ce que l'on appelle plus couramment le « pouvoir ». Ces forces agissent sans cesse autour de nous et sur nous. Elles semblent invisibles au commun des mortels.

### **En réalité, lorsque l'on parle de pouvoir, deux corpus tendent à s'opposer**

Tout d'abord, le sens commun, qui perçoit le pouvoir comme une entité abstraite nécessitant des efforts constants en termes d'accessibilité (et souvent perçue comme inaccessible), basée sur l'autorité, la légitimité, la puissance financière, les réseaux, les positions. Cette vision est centrée sur les sources de pouvoir, mais peu de représentations expliquent les mécanismes concrets de son exercice. Ensuite le corpus scolaire, qui a souvent tendance à voir le pouvoir de manière dichotomique. Soit le pouvoir est conflictuel, oppose ceux qui en sont dotés (les dominants) et ceux qui n'en possèdent pas et le subissent (les dominés). Dans cette conception, la dotation du pouvoir induit des luttes diverses, soit pour le conserver, soit pour en obtenir. Mais le pou-

voir a également été étudié dans une perspective consensuelle (de tradition parsonnienne), qui le perçoit comme légitime à partir du moment où il a une « fonction » particulière pour maintenir des systèmes politiques et organisationnels, en faisant émerger des représentations communes, et en procurant alors des normes et des valeurs vitales dans le fonctionnement et la structuration de la vie sociale. Les sources, autant que les mécanismes de son exercice sont importants ici. Bien entendu, il existe une myriade de perspectives, entre ces deux corpus scolaires.

Le problème central de l'analyse du pouvoir réside précisément dans cette évidence du sens commun qui occulte les mécanismes de l'exercice du pouvoir, ou dans le risque de simplification de la vision scolaire qui à force d'idéaux types, construit une conception dichotomique du pouvoir. L'habitude de penser les forces sociales comme « allant de soi » empêche de voir que la source du pouvoir ne réside pas d'abord dans les choses apparemment évidentes qui constituent la pratique du quotidien.

Le défi posé par l'analyse du pouvoir est de nature différente pour ce qui concerne les organisations : sortir des évidences, suspendre la naturalisation de la vie de tous les jours et ses évidences continues, éliminer les taxonomies scolaires et idéologiques, et penser tout phénomène [social] comme paradoxal ou contre-intuitif. C'est sur cette conviction que nous avons aussi construit ce numéro spécial de la *Revue française de gestion* : il convient de voir le pouvoir dans et autour des organisations comme un entrelacement de formes et de phénomènes duals et contre-intuitifs : le pouvoir est coercitif mais il peut aussi se révéler émancipateur et productif dans le

même temps ; il y a le pouvoir et simultanément, il y a la résistance, et ces deux forces constituent les deux faces indissociables du monde social (Barbalet, 1985). Renoncer à penser la contrainte ou la domination comme exclusivement négatives, voir leur déploiement comme des dynamiques positives et génératives de pratiques créatives (de Certeau, 1980) ; voir la résistance comme une force productive autant qu'une dynamique d'opposition et de contestation (Courpasson et Dany, 2009) ; voir l'émergence d'acteurs nouveaux et d'actes de résistance comme non nécessairement antagoniste et contre-productive pour les structures en place. Voilà quelques-uns des défis posés par les articles de ce numéro spécial.

D'ores et déjà, l'étude des organisations a suscité depuis quelques années la redécouverte de champs théoriques qui encouragent les chercheurs à voir dans les phénomènes politiques des forces créatives autant que purement coercitives. Il y a dans cette dernière dualité entre création et coercion les oppositions connues entre *Le Prince* de Machiavel (1981) qui manipule les flux de pouvoir pour parvenir à ses fins, et faire du pouvoir un dispositif évaluable, et *Le Leviathan* de Hobbes (1968) qui donne [ou non] aux acteurs des capacités à agir et les reprend à sa guise, au nom de sa souveraineté. Cette dualité est présente aussi dans la définition nietzschéenne du pouvoir comme capacité à définir la réalité (1968) et à créer les conditions de la légitimité. Des formes moins visibles de pouvoir font échapper ou en tout cas complètent la vision du pouvoir comme domination. Au-delà de toutes ces combinaisons possibles, la question posée par le caractère productif [et]/ou coercitif du pouvoir est amenée

après la Seconde Guerre mondiale par la perspective dite « consensualiste » (Arendt, 1970 ; Parsons, 1969). Là, le pouvoir devient donc une condition cardinale de toute action productive.

Aujourd'hui, la conception du pouvoir comme fondée sur la contrainte, est mise à mal par une conception plus ouverte et productive. Il y a d'ailleurs une matrice commune entre des approches que l'on pourrait qualifier de « productives » qui ont renoncé à la quête du Graal (définir l'essence du pouvoir) et étudient des situations de pouvoir concrètes tournées vers la transformation et la création. Par exemple, la connexion progressive qui s'établit entre l'étude des organisations et celle des mouvements sociaux (Davis *et al.*, 2005) favorise une perspective dans laquelle les organisations échappent à la vision exclusivement structurale et deviennent des espaces de production de nouveaux acteurs collectifs. L'étude des coopérations contre-intuitives et des alliances inattendues (O'Mahony et Bechky, 2008), des cultures de contestation (Osterman, 2006), des dynamiques oligarchiques (Voss et Sherman, 2000), des dynamiques des projets de domination (Courpasson, 2000) ou des états de domination (Martuccelli, 2001) pousse la recherche dans une direction nouvelle, celle qui assume pleinement le statut positif et productif du pouvoir. Ceci est le reflet de ce qui se passe depuis longtemps en sociologie, avec les travaux (entre autres) sur les transformations bureaucratiques (Gouldner, 1954), sur les tactiques de résistances (de Certeau, 1980 ; Scott, 1990), ou sur les mouvements sociaux (Tarrow, 1998).

Exercer le pouvoir, c'est donc être créatif. Mais le défi posé par une analyse du pouvoir productif en organisation est aussi de

conserver à l'esprit que malgré tout, les contraintes qui pèsent sur les acteurs étant en partie de nature sociale (origines, sexe, éducation, etc.), elles donnent à l'analyse des forces politiques un arrière fond toujours inégalitaire. Dit autrement, tout le monde n'a pas la chance de pouvoir être créatif puisque « marqué » par des dispositions différentes. Cependant, de nouveaux acteurs émergent, des forces obligent à la coopération et de nouvelles conceptions brisent les clichés du sens commun dont certains ont la vie dure. Ainsi, certaines organisations poussent leurs membres à l'initiative « entrepreneurial » surprenante (Burgelman, 1983, 1984) et la stratégie est de plus en plus considérée comme une pratique fondée sur des micromobilisations formant une action collective et une myriade de systèmes d'action dont la structuration induit un mouvement stratégique (Golsorkhi *et al.*, 2009). Les conceptions traditionnelles du fonctionnement des organisations et de la dynamique du pouvoir sont ainsi inversées. C'est par la mobilisation issue de répertoires anciens que le changement se produit (Tilly, 2006) et que récursivement ces mêmes répertoires d'action évoluent, servant les mobilisations et actions collectives ultérieures.

Cependant, le résultat de ces mobilisations reste toujours incertain en particulier dans les organisations : qui en profite ? En quoi la reproduction des acteurs dominants est-elle contestée par l'émergence de nouveaux acteurs et de nouveaux agendas politiques dans les firmes ? Comment caractériser les intérêts respectifs d'acteurs qui, tout en travaillant ensemble, ne voient pas le monde de la même façon ? Voilà de quoi alimenter la recherche politique sur l'organisation pour de nombreuses années.

Voilà aussi qui repose encore la question fondatrice de l'étude politique et de la dynamique du pouvoir : quel est le rapport entre les régimes de pouvoir fondés sur la légitimité et ceux fondés sur la domination ? Autrement dit, quelles sont les conditions qui permettent à un régime donné, une classe donnée, un groupe donné, de s'imposer malgré la contestation que sa prise de pouvoir est susceptible de générer ? Cette tension entre pouvoir légitime et domination parcourt l'analyse du pouvoir depuis que les Athéniens ont distingué le *nomos* (ce qui est dicté par la loi) et l'*hubris* (le pouvoir qui glorifie l'acte individuel). Elle est loin d'être résolue, et nous proposons dans ce numéro d'aller au-delà, ou plutôt ailleurs, pour la poser en des termes différents, de l'aborder à travers l'analyse des *productivités du pouvoir*.

### **Pourquoi parler du pouvoir productif ?**

Pour reprendre la question de Morriss (2002) : pourquoi a-t-on besoin des concepts de pouvoir (2002, ch. 6) ? Quel est notre but dans l'étude du pouvoir ? En sciences des organisations en France, on croit souvent avoir fait le tour de la question par une focale exclusive sur une conception tactique fondée sur l'analyse des ressources et des dépendances de pouvoir. Morriss propose pourtant trois réponses à la question du pourquoi, qui étendent considérablement la focale et confirment l'intuition parsonienne selon laquelle l'analyse des organisations est d'abord une analyse des rapports entre organisations et sociétés (Parsons, 1956), et des résultats concrets que cette interaction est susceptible de générer sous certaines conditions. D'abord, en *pratique*, Morriss rappelle que ce que nous cherchons en premier lieu à connaître

et à comparer, en tant qu'acteurs, sont nos capacités et celles des autres, de façon à atteindre nos buts de façon pragmatique et stratégique. C'est en quelque sorte la focale ressource, celle qui consiste à présenter le pouvoir comme « gérable », comme une donnée compétitive. Ensuite, dans le champ *moral*, Morriss rappelle que nous avons besoin de savoir qui peut être tenu pour responsable de ce qui arrive (qui blâmer, qui remercier). C'est l'étude du lien entre pouvoir et responsabilité. Enfin, dans le domaine *évaluatif*, l'étude du pouvoir aide à comprendre en quoi les institutions en place procurent effectivement aux individus la possibilité d'atteindre leurs buts, en les libérant partiellement ou totalement du pouvoir et de la domination d'autres acteurs et de l'arbitraire, en fournissant les moyens de l'émancipation voire de la résistance. Le pouvoir est donc triplement productif : il produit des critères pour juger du bien, du possible et de l'impossible, et pour identifier « Qui gouverne ? » selon la question éternelle posée par Dahl (1961), celle de l'attribution de puissance.

Pourquoi les organisations contemporaines seraient-elles particulièrement intéressantes pour l'étude de cette triple « productivité » du pouvoir ? D'abord, parce qu'elles se situent dans un contexte que Beck appelle la « seconde modernité » (Beck, 2008). La seconde modernité se caractérise par plusieurs traits : interdépendance croissante des individus à travers le monde et dans les organisations, inégalités grandissantes et de plus en plus objectivables, émergence de nouvelles organisations supranationales dans le domaine économique (multinationales), politique (acteurs non étatiques comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale), dans la société civile (organisa-

tions fondées sur des mouvements sociaux, des mouvements féministes). De nouveaux préceptes et de nouvelles rhétoriques sont à l'ordre du jour, comme la notion de droits de l'homme ; de nouveaux types de risques, de nouvelles formes de guerres et de terrorisme (Clegg et Courpasson, 2007), de crime organisé se développent et se structurent. Ajoutons aussi la sophistication croissante des méthodes de fichage, de classification (Bogard, 1996) qui pousse l'organisation du contrôle des comportements dans une direction d'ultra-surveillance individualisée où l'individu peut être réduit par exemple aux traits objectifs de son visage ou de ses pratiques ludiques. On voit dans cette rapide énumération que le dénominateur commun des organisations de la seconde modernité est à la fois de permettre la confrontation involontaire et distante à un « alien », venu d'une autre culture, d'une autre civilisation, d'un autre monde, et de brouiller les identités à la fois collectives et individuelles des nouveaux acteurs de la seconde modernité. Ces derniers sont-ils des adversaires ou des partenaires, des alliés ou des ennemis ? Dit autrement : qui sont mes ennemis ?

La perméabilité des frontières, des cognitions, des mondes et des paradigmes, favorise également l'ouverture à des « flux » de plus en plus divers : de capital, d'information, de risque, de discours. Dans ce contexte, la construction des identités n'est plus censée se faire sur la base simple de l'opposition à l'autre, dans la traditionnelle confrontation dichotomique des acteurs qui a fondé la science politique des organisations. Elle peut aussi se faire dans l'interaction continue de tous les jours (ce que Beck appelle le « cosmopolitanisme banal »), dans la « fabrique politique » de

tous les jours, dans l'irruption constante de nouvelles alliances et de nouvelles coalitions, souvent inattendues.

Bien sûr, cette seconde modernité n'empêche pas que les identités dominantes sont encore largement issues de la perspective nationale et plus généralement, des appartenances locales territorialisées. Néanmoins, nous suggérons dans ce numéro spécial qu'il est utile de contribuer à penser la multiplicité des processus à travers lesquels de nouvelles formes d'action et de nouvelles façons de fabriquer des solutions et des identités sont déjà en œuvre dans des organisations et dans des espaces politiques singuliers où l'ubiquité du pouvoir est une évidence. De ce point de vue, l'analyse du pouvoir a intérêt par conséquent à repenser les règles sociologiques fondées sur des méthodologies non cosmopolites, et sur des théories de l'antagonisme social qui considèrent que la perpétuation des dichotomies politiques (« nous contre eux ») est toujours constitutive des organisations.

Les articles sélectionnés dans ce numéro cherchent donc à explorer une voie alternative de l'étude du pouvoir. Celle qui mène à l'analyse de ce que nous avons appelé les « productivités » du pouvoir. Clin d'œil à la notion économiste de productivité peut-être. Mais il s'agit surtout d'étudier le pouvoir comme une force positive et coopérative, qui construit et produit des résultats concrets pour les acteurs, et qui peuvent être jugés et évalués par tous les acteurs. Ce concept de productivité du pouvoir ne repose pas sur une vision naïve des rapports sociaux dans les organisations : par exemple, nous ne pensons pas que les hiérarchies soient durablement bousculées par des résistances ordinaires, ou que les acteurs en coopération rêvent de grands

soirs ou fomentent toujours des transformations radicales. Nous ne pensons pas non plus que la seconde modernité favorise la pacification des rapports sociaux et l'accès miraculeux des plus faibles à des positions et ressources plus enviables. La thèse de John Gaventa (1980) reste largement la nôtre : l'impuissance favorise le consentement. Mais ce qui semblait aller de soi dans les univers industriels à forte intégration territoriale et communautaire comme ceux qui sont décrits par Gaventa, est moins clair dans les organisations de la seconde modernité. Ne serait-ce, une fois encore, que parce que les acteurs en opposition sont incertains, que leurs motifs d'agir sont flous et changeants, et leurs modes d'action largement imprévisibles également.

L'objectif de ce numéro spécial est donc de contribuer à repenser la notion de pouvoir en cherchant à montrer que l'exercice de l'autorité peut s'appuyer aujourd'hui non pas tant sur l'émission classique de commandements et d'injonctions, non pas tant sur la production perpétuelle de nouveaux discours managériaux à visée irénique (comme ceux portant sur la responsabilité sociale des entreprises, sur le développement durable etc.), que sur la possibilité effective d'autoriser les acteurs compétents à changer en permanence de direction, à « aller ailleurs », y compris en écoutant ce que disent et proposent ceux qui ne détiennent pas l'autorité (Courpasson *et al.*, 2008).

Il y a plus d'un enjeu à voir l'action politique de cette façon : par exemple, lorsque l'on constate que le nouveau pouvoir économique, y compris celui du « big business », tend à échapper aujourd'hui aux règles classiques du territoire et des États-nations, c'est-à-dire que la menace du retrait (investir ailleurs et délocaliser par



exemple) fonde aujourd'hui le pouvoir par défaut des multinationales, comment penser les moyens de résister à cette forme renouvelée de violence ?

Car cette forme de violence, discrète, présentée comme nécessaire, comme rationalité ultime, cette menace extraterritoriale de type militaire est préoccupante : la menace de retrait élargit les bases du pouvoir puisqu'elle empêche la riposte. Elle s'adresse à tout le monde et à personne à la fois : aux travailleurs, aux États et aux syndicats, aux employés comme aux cadres. Elle sort du domaine de l'opposition dichotomique en évacuant la présence même d'un acteur unique en face. Elle reste donc politique car elle manifeste justement un pouvoir qui se dérobe, qui fuit la confrontation en multipliant les opposants et en mettant dans une arène politique où ils sont poussés à s'affronter. Mais il y a aussi des interstices dans ces arènes où des acteurs de tous bords engagent des actions créatives et produisent le changement comme les articles empiriques de ce numéro spécial vont le suggérer. C'est aussi pour cela que réinvestir l'analyse du pouvoir est important : Comment penser la dissolution des frontières de l'« acteur managérial » d'un côté, résultat de la propre impuissance apparente des entreprises managériales à faire autre chose que se désengager, et de l'autre l'émergence de plus en plus prégnante de nouveaux acteurs venant « du bas », ou venant d'ailleurs, de la société environnante, qui ne tendent pas toujours un poing vengeur, mais expriment des compétences alternatives réelles, des façons autres de voir le monde ? Comment concilier ces deux versants de la même réalité de la seconde modernité ? Comment voir, décrire, expliquer, analyser les interstices des arènes politiques où des

acteurs luttent pour acquérir, maintenir ou faire évoluer le pouvoir ?

### Les articles du numéro

Les articles présentés dans ce numéro de la *Revue française de gestion* tentent de contribuer à la compréhension des multiples formes de productivité du pouvoir, tout en intégrant le conflit, la coopération et le caractère souvent insaisissable des acteurs et des oppositions qui se jouent au sein des organisations.

L'article de Françoise Dany et Frank Azimont tente de reconstruire la logique d'un processus de contestation inattendu. Des cadres qui appliquent depuis des années le modèle classique du « bon business » dans cette multinationale décident un jour de faire autrement, de proposer une alternative. L'histoire du projet Cheeta est celle d'acteurs qui émergent soudainement au cœur d'une entreprise orthodoxe pour démontrer que d'autres voies sont possibles pour faire du *business*, et que la multiplicité du monde doit pousser l'entreprise à entrevoir le fonctionnement des marchés locaux de façon différente. Pas de révolution dans le fond ici. Mais un processus social dans lequel la capacité ou l'incapacité de la firme à écouter le management intermédiaire et à co-construire ou non avec lui une alternative qui fasse sens et qui puisse cohabiter avec la règle centrale du *business* est mise à l'épreuve. La notion de résistance productive est proposée pour rendre compte de l'émergence de processus forcés de coopération entre top management et managers de zones. L'article d'Isabelle Chalamon traite de la formation de la contestation collective et le bénéfice de celle-ci pour la société civile à travers le cas de la mobilisation autour des maladies rares en France. Elle met en évi-

dence les principaux facteurs explicatifs de l'émergence de la contestation organisée de ces malades face à l'impasse thérapeutique et à l'absence de prise en charge. L'article met également en relief une évolution récente du secteur sanitaire : celle de la place croissante occupée par un nouvel acteur politique – le malade – à travers les associations qui le représentent. Cette évolution, positive pour la société, peut être considérée comme le résultat d'un mouvement social, qui a su cadrer et changer les représentations et les pratiques classiques dans ce secteur. Là, le processus historique est une opposition créative à un système existant, grâce à la nature coopérative de la mobilisation. Dès lors, coopération et contestation sont les deux faces d'une même pièce, centrales pour induire la productivité.

Dans son article sur les alliances inattendues, Ignasi Martí soulève à son tour la question théorique et empirique de la transformation des processus de contestation en processus de coopération. Il suggère que la construction démocratique dans l'espace singulier de l'Argentine contemporaine, ainsi que celle de l'action d'une association humanitaire au Bangladesh montrent des similarités quant à la façon dont puissance et impuissance se combinent pour *in fine*, produire un lent cheminement vers d'un côté, la création d'institutions et de règles démocratiques, et de l'autre, l'accès progressif des « très pauvres » à des ressources de type entrepreneurial. Là encore, la mise au jour de la porosité du monde social et des processus politiques est porteuse d'espoirs sur le fond, mais aussi de champs d'analyse nouveaux pour la science des organisations. Dans leur article, Isabelle Huault et Bernard Leca approfondissent la multidimensionalité du pouvoir en construisant un modèle d'analyse des processus d'institutionnalisation. Ils suggèrent que l'étude du pouvoir, pour rendre compte des phénomènes transpolitiques que nous abordons dans ce numéro, se doit de combiner systématiquement trois niveaux d'analyse. Ils rejoignent alors l'approche canonique de Lukes tout en s'en éloignant en montrant que les processus de stabilisation des institutions peuvent être pensés comme productifs tout autant que comme coercitifs et fondés sur le contrôle univoque des normes. L'article suggère que l'analyse renouvelée du pouvoir nécessite de repenser certains des grands modèles sur lesquels s'appuie l'étude de la domination.

Enfin, Florence Palpacuer et Nicolas Balas adoptent une perspective néo-gramscienne pour explorer les phénomènes d'hégémonie et de contre-hégémonie. Ils explorent comment une stratégie de résistance plurielle se déploie face à la « nouvelle » hégémonie managériale et son discours désormais rodé au sein de deux grandes multinationales. L'étude comparative des stratégies adoptées par les acteurs locaux dans deux sites de production confrontés à des décisions de fermeture met en évidence qu'il est possible de changer le cours des événements et d'infléchir l'hégémonie managériale. La variété des formes de résistance susceptibles de produire un projet contre-hégémonique suggère également que la mobilisation n'est jamais vaine et peut être productive pour la société civile, l'État, et les travailleurs, sans compter que dans certains cas, l'entreprise peut aussi sortir gagnante contrairement à ce qu'un mouvement social peut représenter pour le sens commun.

## Conclure ?

Dans *Les Raisins de la Colère*, Steinbeck met en scène le fermier ruiné en résistance contre un faisceau d'acteurs, au milieu desquels il ne peut discerner clairement sa cible, c'est-à-dire celui à qui il peut légitimement en vouloir.

Le conducteur du bulldozer est sur le point de détruire sa ferme, car il est exproprié. Le fermier menace alors de tirer sur le conducteur, mais ce dernier objecte : « Ce n'est pas moi. Je ne peux rien faire. Je vais perdre mon job si je ne le fais pas. Et regarde, suppose que tu me tues ? Ils te pendront, mais bien avant encore un autre type viendra qui écroulera la maison. Tu ne tues pas le bon gars. »

Le fermier, demande alors, « Qui t'a donné l'ordre ? C'est lui que je vais buter » ; « tu as tort », dit le conducteur, lui-même a pris ses ordres de la banque, la banque lui a dit « Chasse ces gens ou tu perds ton job » ? « Ok » dit le fermier, « mais il y a un président dans cette banque, il y a un conseil d'administration, je vais remplir ma carabine et aller à la banque », le conducteur réplique alors : « Quelqu'un m'a dit que la banque prenait ses ordres d'ailleurs ». Les ordres sont : « Faites mieux travailler la terre, qu'elle apporte des profits, ou nous fermons tout ».

« Mais où tout ça s'arrête-t-il ? » dit le fermier de Steinbeck au conducteur. « Qui peut-on flinguer ? Je ne veux pas mourir de faim avant d'avoir tué le type qui m'aff-

fame ». « Je ne sais pas », répond le conducteur. « Peut-être n'y a-t-il personne à flinguer » (Steinbeck, 1992, p. 40-41)<sup>2</sup>.

L'analyse de Lukes (2005) a permis de remettre au jour le fait que le pouvoir s'exerce aussi par des voies inobservables, celles de la manipulation des intérêts et des désirs, celle du brouillage des pistes. Nous aurons toujours le besoin de comprendre le pouvoir pour situer les acteurs individuels et collectifs qui ont la capacité d'affecter nos intérêts. Nous aurons toujours besoin de l'étude morale du pouvoir cherchant à savoir qui sont les acteurs qui affectent le sort des pauvres fermiers. Le besoin d'assigner correctement et légitimement des responsabilités est la clé du fonctionnement des organisations et des sociétés. Au cœur de la seconde modernité, ce besoin se heurte à des obstacles importants, ceux de l'effacement des territoires, de l'ubiquité du pouvoir et de ses évidences, du mélange constant des actes d'autorité et des actes de résistance, de la fragilité des statuts individuels et collectifs. Il y a dans cette instabilité foncière des chances, autant que des périls. Ce numéro spécial vise à contribuer à la compréhension de ces chances et de ces périls.

Car c'est un peu ainsi que se présente l'organisation contemporaine : un faisceau d'acteurs au pouvoir incertain, à la fois en confrontation et en coopération, car au fond nul ne sait avec certitude s'il a bien « quelqu'un à flinguer »...

2. Traduit de l'anglais et tiré de Hayward et Lukes (2008).

**BIBLIOGRAPHIE**

- Arendt H., *On Violence*, Harcourt Brace and Company, New York, 1970.
- Barbalet J.M., "Power and Resistance", *British Journal of Sociology*, 1985, 36, p. 531-548.
- Beck U., "Reframing Power in the Globalized World", *Organization Studies*, 29, 2008, p. 793-804.
- Bogard W., *The simulation of surveillance: hypercontrol in telematic societies*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996.
- Burgelman R.A., "A Process Model of Internal Corporate Venturing in the Diversified Major Firm", *Administrative Science Quarterly*, vol. 28, 1983, p. 223-244.
- Certeau M. (de), *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, UGE 10-18, Paris, 1980.
- Clegg S. et Courpasson D., "The End of History and the Futures of Power", *21<sup>st</sup> Century Society*, 2, 2007, p. 131-154.
- Courpasson D., Dany F. et Stewart C., "They should listen to us. Stories of accomodation to unexpected resistance in the workplace", *Séminaire OTREG*, Paris, 2008.
- Courpasson D., et Françoise D., "Cultures of Resistance. How employees' resistance change the workplace", *Handbook of Power*, Clegg S. R. et Haugaard M. (eds.), Sage, London, 2009.
- Courpasson D., *L'action contrainte*, PUF, Paris, 2000.
- Dahl R., *Who Governs*, New Haven, Yale University Press, 1961.
- Davis G., McAdam D., Scott W. R. et Zald M.N. (eds.), *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.
- Gaventa J., *Power and Powerlessness*, University of Illinois Press, Illinois, 1980.
- Golsorkhi D., Rouleau L., Seidl D., et Vaara E., (eds.), *The Cambridge Handbook of Strategy-as-Practice*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009 (à paraître).
- Haugaard M., et Malesevic S., "The unicity of power", *Journal of Power*, 1, 2008, p. 1-3.
- Haugaard M. et Clegg S., "Introduction: Why Power is the Central Concept of the Social Sciences", *Handbook of Power*, London, Sage, p. 1-24, 2009.
- Hayward C, et Lukes S., "Nobody to shoot? Power, structure and agency: A dialogue", *Journal of Power*, 1, 2008, p. 5-20.
- Hobbes T., *Leviathan*, Penguin, Harmondsworth, 1968 (première publication en 1651).
- Lukes S., *Power: A Radical View*, Palgrave MacMillan, London, 2005.
- Machiavel N., *The Prince*, Penguin Books, Harmondsworth, 1981 (première publication en 1532).
- Martuccelli D., *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne*, Balland, Paris, 2001.
- Morriss P., *Power: A Philosophical analysis*, 2<sup>nd</sup> Edition, Manchester University Press, Manchester, 2002.
- Nietzsche F. W., *The Will to Power*, Weidenfeld et Nicolson, London, 1968 (première publication en 1901).

- O'Mahony S., et Bechky B. A., "Boundary Organizations: Enabling Collaboration among Unexpected Allies", *Administrative Science Quarterly*, vol. 53, n° 3, September 2008, p. 422-459.
- Osterman P., "Overcoming Oligarchy: Culture and Agency in Social Movement Organizations", *Administrative Science Quarterly*, 51, 2006, p. 622-649.
- Parsons T., *Politics and Social Structure*, The Free Press, New York, 1969.
- Parsons T., "Suggestions for a Sociological Approach to the Theory of Organizations-I", *Administrative Science Quarterly*, 1, 1956, p. 63-85.
- Scott J.C., *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, Yale University Press, New Haven, 1990.
- Steinbeck W., *The grapes of wrath*, Penguin, New York, 1992, (première édition 1939).
- Tarrow S., *Power in Movement. Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.
- Tilly C., *Regimes and Repertoires*, The University of Chicago Press, Chicago, 2006.
- Voss K. et Sherman R., "Breaking the Iron Law of Oligarchy: Tactical Innovation and the Revitalization of the American Labor Movement", *American Journal of Sociology*, 106, 2000, p. 303-349.

